

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Donald Trump et la politique de Défense belge

**Quelles sont les conséquences de la première
élection de Donald Trump sur la politique de
défense belge ?**

Auteur : Mathieu Stock
Promoteur : Vincent Gabriel
Année académique 2024-25
Master en Sciences politiques

I. Remerciements

Je remercie chaleureusement mon promoteur Vincent Gabriel qui m'a suivi et soutenu pour l'élaboration de ce mémoire. Je remercie la bienveillance de ces retours ainsi que son temps pour nos entrevues. Je remercie mon promoteur ainsi que Jehan Bottin pour leur patience et leurs conseils pour le choix de mon sujet qui fut une première épreuve pour moi.

Je remercie Rachel Barthelemy et l'équipe de la salle de presse de la BFLT, et plus largement le personnel de la bibliothèque pour rendre accessible et entretenir les nombreuses archives et ouvrages.

Je remercie mes copains de master qui m'ont aidé à relativiser et à me décharger des cours et du travail demandé.

Je remercie ma sœur d'avoir pris le temps de relire mon travail. Et je remercie également mes parents de m'avoir toujours soutenu à leurs manières.

Je remercie Lou D'Aout, qui une fois de plus, m'a soutenu et aidé durant cette (dernière) année d'étude et plus largement, pour toutes ses années où tes conseils m'ont été des plus précieux.

II. Tables des matières

I. REMERCIEMENTS	1
II. TABLES DES MATIÈRES	3
III. INTRODUCTION	7
IV. POLITIQUE DE DÉFENSE ET PREMIÈRE ÉLECTION DE DONALD TRUMP	12
1. LA LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE ET POLITIQUE DE DÉFENSE BELGE	12
2. LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE	15
A. MENACE RUSSE	15
B. SOMMET DE L' OTAN – 8 ET 9 JUILLET	16
3. LES DÉBUTS DE DONALD TRUMP À LA MAISON-BLANCHE	21
A. L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP	21
B. LES DÉBUTS DE DONALD TRUMP À LA PRÉSIDENTE	28
C. REMPLACEMENT DES F-16 ET UNE EUROPE À PLUSIEURS VITESSES	30
D. SOMMET DE L' OTAN – 25 MAI 2017	32
V. CONCLUSION	37
BIBLIOGRAPHIE	39
1. SOURCES	40
A. SÉANCE PLÉNIÈRE	40
B. PRESSE FRANCOPHONE	40
2. OUVRAGES SCIENTIFIQUES	40
A. ARTICLES	40
B. MONOGRAPHIES	41
C. SITE INTERNET	42
3. OUTIL	42

« Il ne s'agit pas de réagir au président, mais de démontrer la plus-value européenne »,
Didier Reynders, ministre des Affaires étrangères, *Le Soir*, 20 janvier 2017.

III. Introduction

Le 8 novembre 2016, les États-Unis élisaient un nouveau président : Donald Trump. Alors que la campagne présidentielle extrêmement serrée oppose deux candidats : Donald Trump et Hillary Clinton ; une grande partie des dirigeants européens et du monde sont déroutés par la domination du candidat républicain. Ce personnage est présenté par beaucoup comme brutal, intransigeant, ambigu, dont l'avenir ne peut être qu'incertain. Celui-ci devient alors l'homme le plus puissant du globe, à la tête de la plus grande puissance du monde.

Initialement les États-Unis sont, depuis la Seconde Guerre mondiale et la Guerre froide, l'un des plus grands alliés de l'Europe et de la Belgique, dans de nombreux domaines : économie, politique, militaire, etc. Le rôle des États-Unis dans la défense européenne devient quasi naturel pour les Européens, ce qui finit par poser question. En effet, le rôle défensif des USA dépasse la présence militaire sur le continent européen. La grande puissance joue un rôle primordial et central dans la défense et la politique européenne. Selon Jeremy Shapiro, l'alliance américano-européenne est « bien plus qu'une politique étrangère : elle est devenue une idéologie et même un mode de vie dans de nombreux pays européens ».¹ Cette relation est pourtant déséquilibrée, les États européens ont besoin des États-Unis pour assurer leur défense alors que ces derniers n'ont pas besoin de l'Europe pour assurer la leur. La fin de la Guerre froide et la guerre en Irak marque un point de non-retour et le début d'un questionnement sur leur rôle de gardien de la paix qui s'amorce par le président Barack Obama et se poursuit avec son successeur Donald Trump.²

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche risque bien de faire trembler ce « mode de vie ». Pour le nouveau président des États-Unis, « l'Amérique doit être forte, autonome, aider ses alliés (en leur faisant payer cette protection), et combattre sans merci ses ennemis (changeants, en fonction des événements) ».³ Avec son slogan : « America First », il installe d'ores et déjà les ficelles de sa politique internationale, à savoir un isolationnisme dans sa forme la plus simpliste tout en étant complexe par les nombreuses conséquences sur le monde. Quelque temps plus tard, en 2019, il est enfin possible de mettre un terme sur la politique étrangère du nouveau président des États-Unis : le « trumpisme ». C'est une politique

¹ SHAPIRO Jeremy, « Le rôle des États-Unis dans la défense européenne et l'esprit européen, dans *Revue Défense Nationale*, n° 821, 2019, p. 94-102.

² HADDAD Benjamin, *Le paradis perdu. L'Amérique de Trump et la fin des illusions européennes*, Paris, Grasset, 2019, p. 47.

³ MASCLANIS François (dir.), *Présidence Trump. Perspectives pluridisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 144.

étrangère basée sur la transaction qui n'accorde que peu de crédit aux liens historiques et dont l'objectif ultime est d'obtenir un maximum d'avantages dans le commerce et les contrats diplomatiques. Le nouveau chef d'États étasuniens n'a ni d'amis, ni d'ennemis permanents, ce qui engendre un flou géopolitique.⁴ Les fondements de sa politique extérieure s'inscrivent dans une tradition conservatrice jacksonienne qui est une perspective idéaliste américanocentrée. Le cœur de la stratégie du président des États-Unis est la défense unilatérale des intérêts fondamentaux du pays. Au cœur de la défense américaine, cette idéologie jacksonienne revient à obtenir une posture défensive puissante, mais avant tout dissuasive, ce qui permet de ne plus intervenir militairement tout en repoussant les potentielles attaques contre le pays par une destruction rapide.⁵

L'objectif de ce travail est de comprendre comment l'élection de Donald Trump a influencé la politique de défense belge. Dans quelles mesures sa nomination et sa politique isolationniste ont-elles des conséquences sur la Loi de programmation militaire de la politique de défense belge ? La Belgique est en tout point différente des États-Unis concernant le domaine de la Défense. En effet, la Belgique ne dispose pas de culture militaire partagée et encore moins de culture stratégique comparée aux États-Unis qui basent, en partie, leur puissance sur le domaine militaire.⁶ Comment alors la Belgique réagit face à ce nouveau président ? Comment les différents partis politiques s'approprient-ils les élections pour construire leur discours en matière de défense ? Ce travail tente de répondre à ces questions en analysant d'une part la politique de défense belge et américaine, d'autre part, la position des différents partis politiques.

Pour répondre à ces questions, deux sources principales ont été mises à contribution : les archives des séances plénières de la Chambre et la presse francophone belge. Concernant les archives des séances plénières, j'ai épluché l'ensemble des comptes rendus analytiques intégral de la législation n°54 à partir du premier janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2017, dans le but de couvrir la chronologie de mon sujet. Concernant la presse, je me suis basé sur le journal *Le Soir*, présenté comme le journal fédéral francophone.⁷ Je me suis restreint, en termes de chronologie, à juin 2016 jusqu'à juin 2017. En effet, le premier élément de mon analyse porte

⁴ BADIE Bertrand et VIDAL Dominique (dir.), *Fin du leadership américain ? L'état du monde 2020*, Paris, La Découverte, 2019, p. 79.

⁵ LE CHAFFOTEC Boris, « Pais armée et approche transactionnelle : quelle politique de défense américaine sous Donald Trump ? », dans *Les champs de Mars*, n° 30, p. 147-156.

⁶ DUMOULIN André, « La Défense belge dans le futur », dans *Revue Défense Nationale*, n° 779, tome 4, 2015, p. 84-89.

⁷ DUMONT Jean-François, GREVISSE Benoît et RINGLET Gabriel, *La presse écrite en Belgique*, Kluwer, Deigem, 1998, p. 76. L'ouvrage date d'avant les années 2000, malgré tout, d'après mon analyse personnelle, le journal se présente toujours aussi indépendant et fédéral.

sur l'adoption d'une nouvelle vision stratégique pour la défense belge le 29 juin 2016. Alors qu'en séance plénière, le dossier de cette vision stratégique a pu susciter de nombreux débats bien avant sa mise en place, je considère que la presse ne l'aurait pas évoqué (du moins pas assez significativement pour me fournir de plus amples données pour mon travail) avant juin 2016. Concernant la presse néerlandophone, je n'ai pas pu en dépouiller du fait de mon niveau trop faible de la langue flamande ainsi que du manque de temps. J'estime cependant que la combinaison des deux sources sont suffisantes pour dégager les principales lignes de mon analyse. En effet, ces deux sources représentent la majorité des informations sur la politique de défense belge.

De plus, il y a très peu d'ouvrages abordant la politique de Défense belge durant ma chronologie (2016-2017). Beaucoup d'ouvrages ont été rédigés avant et durant les années 2000, d'autres ont été rédigés après 2020 pour couvrir, notamment l'adoption du plan STAR. Cependant, quelques ouvrages subsistent comme *De la Vision stratégique au plan STAR de l'armée belge*⁸ et *La Défense belge dans le futur*⁹ d'André Dumoulin ou encore, *Défense nationale* de Nicolas Bernard¹⁰. Les ouvrages concernant Donald Trump et la défense européenne sont beaucoup plus nombreux, pour ne donner qu'un aperçu, il y a : *Les perspectives d'évolution de la politique étrangère américaine et les conséquences pour l'Europe* de Gérard Araud¹¹, *Trump, l'Europe et l'OTAN : retour vers le futur* de Seth Johnston¹² ou encore, *Du « British Exit » à l'« American Brexit » : les perspectives incertaines d'une défense européenne autonome* de Jean-Sylvestre Mongrenier¹³.

Je déplore d'ailleurs le temps qui m'a été alloué pour la préparation de ce travail ne me permettant pas de préparer des interviews capables de corroborer et d'apporter une plus-value à cet ouvrage. Si le temps et l'opportunité m'avaient été donnés, il aurait été très intéressant de pouvoir interroger le ministre de la Défense en fonction : Steven Vandeput, mais également

⁸ DUMOULIN André, « De la Vision stratégique au plan STAR de l'armée belge », dans *Revue Défense Nationale*, n° 854, 2022, p. 83-88.

⁹ DUMOULIN André, « La Défense belge dans le futur », *op. cit.*

¹⁰ BERNARD Nicolas, « Défense nationale », dans *Répertoire pratique du droit belge. Législation, Doctrine, Jurisprudence*, Bruxelles, Larcier, 2022.

¹¹ ARAUD Gérard, « Les perspectives d'évolution de la politique étrangère américaine et les conséquences pour l'Europe », dans *Revue Défense Nationale*, n° 831, 2020, p. 23-28.

¹² JOHNSTON Seth, « Trump, l'Europe et l'OTAN : retour vers le futur », trad. de l'anglais par Méline Bernard, dans *Politique étrangère*, tome 4, 2019, p. 147.

¹³ MONGRENIER Jean-Sylvestre, « Du “British Exit” à l’“American Brexit” : les perspectives incertaines d'une défense européenne autonome », dans *Hérodote*, n° 164, 1^e trimestre 2017, p. 193.

Didier Reynders, alors ministre des Affaires étrangères de l'époque ou encore, Charles Michel, Premier ministre de l'époque.

Ce travail est organisé de la manière suivante : une première partie aborde la nouvelle vision stratégique pour la défense mise en place et signée en Belgique le 29 juin 2016. Les objectifs y sont explicités ainsi que l'implication de cette vision stratégique dans le domaine défensif belge. Une deuxième partie est allouée à la campagne présidentielle qui se joue en même temps aux États-Unis. Elle repasse en revue la présentation des candidats et la ligne politique et militaire que défend Donald Trump durant sa campagne. Il est en outre vu comment les différents partis politiques réagissent à ces annonces et à la politique de Défense belge. Enfin, la troisième partie accueille les premiers mois de Donald Trump à la Maison-Blanche, ce qu'il met en place et comment les différents partis politiques interagissent face à ce nouveau président. Dans cette dernière partie, un chapitre est alloué au remplacement des F-16 où je ne fais qu'aborder et expliquer en quoi ce remplacement est important dans le cadre de mon sujet. J'estime que cette affaire est un d'abord un problème typiquement belgo-belge et correspond donc trop peu à l'analyse de ce travail.¹⁴

¹⁴ Si vous êtes néanmoins intéressé par le sujet, Denis Jacqmin a rédigé un ouvrage sur le processus et les enjeux du remplacement des F-16 en Belgique : JACQMIN Denis, « Le remplacement des F-16 belges. Processus et enjeux », dans *GRIP*, n° 6, 2017.

IV. Politique de Défense et première élection de Donald Trump

1. La Loi de programmation militaire et politique de défense belge

Le 29 juin 2016, la Belgique se dote d'une nouvelle vision stratégique, adoptée notamment pour pallier le déficit sécuritaire dont fait face le pays. Autant dans le pays que pour les ressortissants belges, le pays n'a pas la capacité de pouvoir se défendre et défendre ses citoyens. Cette nouvelle vision stratégique permet donc l'investissement de 9,2 milliards d'euros jusqu'à l'année 2030. Cette nouvelle vision stratégique permet également de donner l'exemple et de « booster » la volonté des autres États membres de l'Union européenne à renforcer la défense européenne.¹⁵ Néanmoins, ce postulat peut poser question : est-ce qu'une petite puissance, comme la Belgique, qui se trouve être l'un des plus mauvais États membres de l'OTAN dus à sa participation financière, peut donner l'exemple à d'autres puissances plus grandes et plus armées pour sa défense ? Toujours est-il que de cette nouvelle vision stratégique découle la Loi de programmation militaire de 2016 qui inscrit dans la loi belge le budget général des dépenses.¹⁶

C'est une première pour la Belgique qui dépose une Loi de programmation militaire (LPM) à la Chambre le 7 novembre 2016 via son gouvernement. L'avant-projet de la loi avait été présenté et approuvé par le Conseil des ministres le 20 octobre 2016. L'objectif de cette loi est de consolider les investissements belges en Défense sur la période allant de 2016 à 2030 ainsi que d'ouvrir le dialogue sur la défense militaire belge. Cette Loi de programmation militaire est portée par le ministre Steven Vandeput depuis le début de son mandat.¹⁷ Ce programme se compose d'un investissement de 200 millions d'euros pour stabiliser les efforts budgétaires en matière de Défense pour l'année 2017 ainsi que d'achats en matériel à concurrence de 9,2 milliards d'euros s'étalant de 2020 à 2030.¹⁸

Les 9,2 milliards d'euros, ainsi que les 200 millions, sont destinés à l'investissement de « 34 nouveaux avions de combat, deux frégates, six chasseurs de mines, six drones, des

¹⁵ « La vision stratégique pour la Défense », https://www.cdsca-ocasc-website.be/wp-content/uploads/2020/organisation/vision_strategique-defense.pdf, 29 juin 2016.

¹⁶ Ministère de la Défense, « 23 mai 2017 — loi de programmation militaire des investissements pour la période 2016-2030 (1) », dans *Etaamb.Openjustice*, https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-23-mai-2017_n2017012398.html, publié le 08 juin 2017, consulté le 20 décembre 2024.

¹⁷ Steven Vandeput devient ministre de la Défense et de la fonction publique en 2014. VANDEPUT Steven, « Steven Vandeput », dans *Stevenvandepu.be*, <https://www.stevenvandepu.be/wie-is-wie/steven-vandepu>, consulté le 28 avril 2025.

¹⁸ COURTIAL Marie-Madeleine, « La première loi de programmation militaire de l'histoire belge a été déposée à la Chambre », dans *Defensebelgium*, <https://defensebelgium.com/2016/11/12/la-premiere-loi-de-programmation-militaire-de-lhistoire-belge-a-ete-deposee-a-la-chambre/>, publié le 12 novembre 2016, consulté le 11 février 2025.

véhicules de combat motorisés et des canons lourds »¹⁹. L'objectif, en plus d'assurer la bonne sécurité du pays, est de rester un élément fiable pour la défense européenne et otanienne. D'après Marie-Madeleine Courtial²⁰, la Belgique est à son niveau le plus bas en matière d'investissement pour la défense puisqu'elle y consacre seulement 0,9 % de son PIB au lieu des 2 % réclamé par l'OTAN et ses États membres.²¹ Avec ce nouvel investissement, le pourcentage pourrait augmenter jusqu'à 1,3 % du PIB ; ce qui reste bien en deçà de ce qui est demandé.

Malgré ce nouveau plan stratégique et la préparation de cette nouvelle loi, dès le mois de novembre, certains retards sont à déplorer concernant l'achat de nouveau F-16. Ce retard persiste encore durant le mois de décembre, ce qui ralentit l'ensemble du projet LPM puisque l'achat des autres matériaux militaires est également retardé. Ces ralentissements seraient mis en cause par la réforme des pensions qui coûterait 3,1 milliards d'euros et qui, d'après le général Marc Compagnol, pourrait mettre en péril voire anéantir la vision stratégique.²²

Finalement, cette loi subsiste malgré les nombreux débats et est modifiée et votée en 2022 pour concrétiser les investissements pour la période de 2023 à 2030 dans 5 dimensions : renseignement, cyber et influence ; terre ; air ; marine ; ainsi que, commandement et appui opérationnels. D'après le site officiel de la Défense, « les investissements dans la Défense nécessitent à la fois une continuité dans une vision à long terme et des actualisations régulières à la lumière de l'évolution de la situation géopolitique »²³.

Pour cette première partie, rien n'indique que l'élection de Donald Trump ait pu exercer une influence quelconque sur la mise en place de cette nouvelle stratégie défensive et de la loi

¹⁹ Courtial Marie-Madeleine, « l'Avant-projet de loi de programmation militaire présenté au Conseil des ministres », dans *Defensebelgium*, <https://defencebelgium.com/2016/10/21/lavant-projet-de-loi-de-programmation-militaire-presente-au-conseil-des-ministres/>, publié le 21 octobre 2016, consulté le 18 mai 2025.

²⁰ Marie-Madeleine Courtial devient journaliste indépendante, après un master en histoire. Elle fonde le site *A l'Avant-garde* spécialisé dans les actualités sur la défense et le domaine militaire de la Belgique. Son équipe est fondée de Pierre Brassart (Historien), Nicolas Vanden Bossche (Politologue) et Antonin Lucic (Historien). « L'équipe », dans *A l'Avant-garde*, [L'équipe – À l'Avant-Garde](https://l'avant-garde.be/l-equipe), consulté le 02 juin 2025.

²¹ Ce chiffre descend à 0,86 % pour l'année 2018 d'après : Boniface Pascal, *L'année stratégique 2018. Analyse des enjeux internationaux*, Malakoff, Armand Colin, 2017, p. 46. Deux hypothèses peuvent y être développées : soit, le pourcentage du financement de la Défense diminue encore et a donc diminué durant l'année 2016 jusqu'à l'année 2018. Soit, Marie-Madeleine Courtial a arrondi le nombre du pourcentage de 0,86 % à 0,90 %. Aucune source n'a été trouvée pour connaître le pourcentage exact de l'année 2016, mais quoiqu'il en soit, comme nous le verrons plus tard, la première hypothèse semble plus logique puisque malgré le nouveau plan d'investissement dans la défense, les dépenses ne font que baisser ces dernières années.

²² COURTIAL Marie-Madeleine, « L'armée belge inquiète sur la mise en place réelle de la vision stratégique », dans *Defensebelgium*, <https://defencebelgium.com/2016/12/23/larmee-belge-inquiete-sur-la-mise-en-place-reelle-de-la-vision-strategique/>, publié le 23 décembre 2016, consulté le 11 février 2025.

²³ La Défense, « La loi de programmation militaire actualisée est approuvée par la Chambre », dans *Beldefnews*, <https://beldefnews.mil.be/la-loi-de-programmation-militaire-actualisee-est-approuvee-par-la-chambre/?lang=fr>, publié le 14 juillet 2022, consulté le 20 décembre 2024.

de programmation militaire. Ces deux dossiers montés conjointement ont été mis en place dès le début du mandat du ministre de la Défense Steven Vandeput en 2014 et qui en a fait son cheval de bataille durant l'entièreté de son mandat. Alors qu'aux USA, c'est Barack Obama qui se trouve à la tête de la plus grande puissance mondiale. L'influence des États-Unis n'est pourtant pas à diminuer même sans la présence de Donald Trump, puisque l'Alliance ainsi que Barack Obama insistent à plusieurs reprises sur l'augmentation de l'investissement européen et donc belge en matière de défense. La mise en place de ce nouvel investissement est à la fois pour augmenter la capacité défensive du territoire belge, mais c'est également pour répondre et respecter cette demande d'investissement dans l'OTAN. Néanmoins, d'autres menaces planent au même moment en Europe et c'est ce qui fait l'objet d'une analyse au chapitre suivant.

2. La campagne présidentielle américaine

A. Menace russe

Comme spécifié précédemment, Donald Trump met en place un isolationnisme américain durant son premier mandat à la présidence. Pourtant, l'agencement de la nouvelle vision stratégique s'établit quelques mois avant son élection et avant la campagne présidentielle. En séance plénière, les discussions sur la Défense et son budget sont présentes depuis le 21 janvier 2016. Toutefois, comme il a été mentionné, les arguments avancés pour l'augmentation de l'investissement de la défense sont : la sécurité du pays et rester un membre fiable de l'Alliance. Les députés belges vont amener un nouvel argument, celui de la menace russe. Le 3 mars 2016, Raoul Hedebouw, député du PTB, prend la parole sur les récents événements en Syrie. En effet, les États-Unis demandent à la Belgique d'intervenir davantage, notamment avec ses F-16, en Syrie contre le groupe terroriste Daech au début du mois de juillet. Raoul Hedebouw s'exprime sur la question parce qu'il est opposé à une intervention en Syrie, il assure que le bombardement de zone terroriste n'a fait qu'augmenter les foyers terroristes. Et que c'est à cause « des pays membres de l'OTAN, des pays comme la Russie [...] qui risquent de mener [...] à une troisième guerre mondiale »²⁴. Concernant la Russie, le pays est devenu une menace depuis son annexion de la Crimée en 2014.²⁵ De plus, l'ancien empire soviétique fait monter la pression et les inquiétudes durant les années 2015-2016 puisque le pays entreprend des frappes aériennes en Syrie pour soutenir le régime de Bachar el-Assad.²⁶ Les différents députés, à plusieurs reprises, reprendront l'exemple de la Russie comme menace à la sécurité de la Belgique et de l'Europe.

Raoul Hedebouw mentionne également les « pays membres de l'OTAN », mais il n'explique pas davantage et ne mentionne aucun pays en particulier. Il est difficile de confirmer qu'il s'agisse des États-Unis puisqu'il n'y a pas encore assez d'informations pour en tirer une conclusion. Pour autant, lors de l'élection de Trump, la vision sur les États-Unis de Raoul

²⁴ Chambre des représentants de Belgique, *Compte rendu intégral avec compte rendu analytique traduit des interventions. Séance plénière*, législation 54, n° 100, 03 mars 2016, p. 22.

Afin de rendre les notes de bas de page plus digeste, les prochaines références des séances plénières seront mentionnées comme tel : *Compte rendu*, n°, date, page.

²⁵ Il y a eu un conflit majeur durant les années 2000 en Géorgie qui finit par la reconnaissance de la Russie de l'indépendance des deux régions géorgiennes, à savoir : l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Mais l'année 2014 est particulière puisqu'avec l'annexion de la Crimée, les sanctions européennes vont commencer à fleurir et on y voit aussi la fin de l'accord de partenariat et de coopération avec l'UE signé en 1997, ainsi que le Conseil OTAN-Russie signé en 2002. DELIZÉE Anne, « La Russie selon Vladimir Poutine », dans *La Revue Nouvelle*, tome 7, 2024, p. 59.

²⁶ BADALASSI Nicolas, *Histoire de la sécurité européenne depuis 1945. De la guerre froide à la guerre en Ukraine*, Malakoff, Armand Colin, 2024, p. 206.

Hedebouw se précise (cf. p. 15). Pour en tirer certaines conclusions, une autre hypothèse est de prendre l'organisation dans son ensemble. En effet, l'Alliance a profondément transformé « la structure de commandement de ses forces armées et par là son organisation ». Les forces armées belges pour la Défense sont subordonnées au commandement intégré de l'OTAN. Cela n'empêche pas l'exécutif belge de pouvoir décider d'engager ou de retirer ses forces, puisque l'OTAN fonctionne « sur la base du mécanisme de la concertation et de la coordination entre les États membres »²⁷. Mais les États membres de l'Alliance sont également soumis à l'article 5 du Traité de Washington qui les contraint à défendre un État membre de l'Organisation si celui-ci se fait attaquer. La menace de la Russie paraît d'autant plus importante puisqu'en avançant ses pions en Ukraine, elle fait planer le doute quant à ses intentions sur d'anciens satellites soviétiques. Si la Russie en vient à attaquer un ancien satellite faisant partie de l'OTAN, la Belgique (comme tous les autres membres de l'Alliance) a le devoir d'assister le pays en question et donc de possiblement rentrer en guerre.²⁸ Les chances de rentrer en guerre sont donc plus grandes depuis l'entrée de la Belgique dans l'Alliance. Avec les tensions géopolitiques, il n'est donc pas étonnant que certains partis craignent les conséquences d'une attaque russe sur un pays membre de l'OTAN.

B. Sommet de l'OTAN – 8 et 9 juillet

Quelques mois plus tard, le 29 juin 2016, lors des discussions concernant le sommet de l'OTAN prévu le 8 et 9 juillet à Varsovie, les différents points de vue des partis politiques sont explicités durant une longue séance de débat. Veli Yüksel, député CD&V, défend l'opinion de son parti et explique que ce dernier souhaite une présence accrue de la Belgique au sein de l'Alliance. Il mentionne alors trois piliers sur lesquelles la Belgique doit se reposer, à savoir l'UE, l'ONU et l'OTAN. Il pense que la Belgique peut jouer un rôle de médiateur entre l'Occident et la Russie dont les actions récentes sont à condamner.²⁹ Il utilise ainsi la menace que représente la Russie pour soutenir l'augmentation des dépenses de la Défense belge et il soutient par la même occasion le projet de Défense.

Durant cette même séance plénière, Sébastien Pirlot, député du PS, prend la parole dans le but de déplorer les nombreux plans d'investissements et d'avancements sur le projet de la nouvelle politique de Défense belge. En effet, comme il a été mentionné dans le chapitre précédent (cf. p. 8), le plan stratégique et le projet budgétaire prennent du temps à s'officialiser.

²⁷ Bernard Nicolas, *op. cit.*, p. 122.

²⁸ Bernard Nicolas, *ibid.*, p. 123.

²⁹ *Compte rendu*, n° 117, 29 juin 2016, p. 137-138.

De plus, Sébastien Pirlot déplore les coupes budgétaires dans le secteur de la Défense lui-même et dans d'autres secteurs sociaux. Il est d'accord avec le CD&V : la Belgique doit s'investir davantage dans l'Alliance pour « rationaliser les dépenses militaires, tout en gagnant en efficacité et en faisant de l'Europe un acteur diplomatique majeur et fiable à l'échelle mondiale »³⁰. De plus, il soutient qu'un investissement massif pour une Europe de la Défense doit être mis en place sans pour autant supplanter l'Alliance. Cela afin de mettre en place une « réelle stratégie européenne, émancipée de la stratégie unique de l'OTAN ».³¹

Le Mouvement réformateur (MR) est représenté par Richard Miller qui fait également référence à des menaces véritables et directes auxquelles l'OTAN doit maintenant faire face. Dans un premier temps, il n'identifie pas ces nouvelles menaces comme étant les attaques de la Russie en Crimée ou en Syrie, mais il parle de « véritables atteintes directes à notre environnement de sécurité »³². Plus tard, il fait référence à une nouvelle crainte de la Russie qui refait surface à cause des événements de 2008 et 2014, à savoir la guerre en Géorgie et l'annexion de la Crimée. De plus, la Russie a renforcé sa présence navale dans la mer de Barents, la mer Baltique et la mer Noire ainsi que sa présence aérienne dans l'espace européen ce qui exacerbe le sentiment d'insécurité en Europe. Concernant le rôle qu'il souhaite donner à l'OTAN, il n'est pas contre une Défense européenne, mais cela ne doit pas prendre le pas sur l'Alliance. Cette Défense européenne ne doit pas s'inscrire comme un nouvel instrument extérieur à l'OTAN, mais plutôt comme un pilier de l'Alliance. C'est d'ailleurs pour cela qu'il propose d'entamer un dialogue entre l'OTAN et Moscou afin d'apaiser la situation en Europe. Enfin, il précise que l'Organisation est « le cadre où les Américains s'impliquent » : Richard Miller souhaiterait continuer d'investir dans ce cadre-là pour continuer de bénéficier de l'aide des États-Unis. Il est difficile de rapporter ce dernier élément de réponse à une pression de la part de Donald Trump puisque la campagne électorale a commencé il y a peu.

Georges Dallemange, prenant la parole pour le cdH, explique qu'il est plutôt temps d'investir dans une Défense européenne. Il prend la décision de ne pas soutenir la résolution du nouveau plan stratégique parce qu'il estime qu'il est temps de se défendre collectivement. Le budget qu'alloue la Belgique à son plan de Défense n'est pas du tout suffisant et traduit le fait que la Belgique n'est pas un partenaire sérieux.³³

³⁰ *Compte rendu*, n° 117, 29 juin 2016, p. 136.

³¹ *Compte rendu*, n° 117, 29 juin 2016, p. 137.

³² *Compte rendu*, n° 117, 29 juin 2016, p. 142.

³³ *Compte rendu*, n° 117, 29 juin 2016, p. 143-145.

Enfin, pour le parti du PTB représenté cette fois-ci par Marco Van Hees, il est primordial d'investir dans une politique de paix et de désarmement plutôt que le contraire. Il veut donc investir dans la diplomatie et les négociations où les missions de maintien de la paix se font sous le cadre de la charte des Nations unies et du droit international.³⁴ Cette politique de paix et ce désarmement s'inscrit fort dans le contexte historique et politique du parti. En effet, au début du XXI^e siècle, le parti essui des élections très médiocres et décide de se réformer. Il se centre alors moins sur son objectif final (celui de transformer la société capitaliste en communiste), mais sur six nouveaux axes dont « la promotion de la « paix et la solidarité entre les peuples » ». Cet axe, le parti l'adopte pour ses relations internationales et notamment en matière de Défense puisqu'il appelle à une sortie de la Belgique de l'Alliance.³⁵

Donald Trump est absent des discussions importantes concernant le sommet de l'OTAN. Les prétextes qui poussent les différents partis à vouloir investir massivement dans la Défense belge sont tout d'abord la menace russe. Comme le dit Barack Obama, d'après *Le Soir* : « Dans un monde qui a perdu ses empires, la Russie essaie de retrouver sa gloire du passé par la force »³⁶. Pourtant, d'après *Le Soir*, ce serait en partie à cause du désinvestissement militaire de M. Obama en Europe au profit de l'Asie-Pacifique que Moscou entame une remontée en puissance.³⁷ Le deuxième prétexte qui pousse l'investissement dans la Défense belge est la menace de Daesh et du terrorisme, qui ne cesse de faire des ravages en Europe. Durant les années 2014-2016, plusieurs attentats touchent le pays ainsi que ses voisins comme la France. Après les événements terroristes en France le 7 et 11 janvier 2015 et ceux se déroulant en Belgique le 22 mars 2022, un nouveau plan de déploiement de l'armée de terre est adopté pour la sécurité nationale. Cette nouvelle stratégie militaire ne dépend donc pas de l'élection de Donald Trump puisque cela fait suite à des événements antérieurs. Par ailleurs, cela a tout de même diminué davantage l'aide belge à l'OTAN puisque l'armée « s'est vue dans l'obligation de supprimer/postposer des entraînements associés à la Force de réaction (NRF) de l'OTAN et au Groupement tactique 1500 de l'UE et de “distraire” 320 véhicules d'entraînement pour la mission de sécurité nationale »³⁸.

³⁴ *Compte rendu*, n° 117, 29 juin 2016, p. 153.

³⁵ DELWIT Pascal et VAN HAUTE Emilie (dir.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2021, p. 363-365.

³⁶ REGNIER Philippe, « L'adieu d'un Obama inquiet pour la suite », dans *Le Soir*, paru le 21 septembre 2016, p. 3.

³⁷ BOURTON William, « Barack Obama, le président des espoirs déçus... », dans *Le Soir*, paru le 24 et 25 septembre 2016, p. 34.

³⁸ DUMOULIN André, « La Belgique et la lutte antiterroriste. La place du militaire belge », dans *Annuaire français de relations internationales*, 2021, p. 139-151.

Concernant l'intervention militaire pour des opérations externes, les attentats survenus en 2015 et 2016 vont changer la politique militaire de la Belgique. En effet, depuis les attentats, l'armée belge est présente à Al Azraq avec six avions de chasse F-16 achetés aux États-Unis. Cette mission, baptisée « Faucon du désert », débute en octobre 2014 et compte 104 soldats belges ainsi que d'autres soldats d'une soixantaine de pays « dont les 28 Alliés au sein de l'OTAN ». Malgré tout, l'effort de cette coalition est assuré de 5 à 7 % par les Belges. D'autres opérations militaires voient le jour majoritairement en Iraq ou en Syrie de manière plus réduite.³⁹ Cette coalition est commandée par les États-Unis dont le nouveau commandant en chef sera Donald Trump après son investiture. Comme le développement d'une stratégie de sécurité nationale, les opérations militaires externes ne sont pas du fait de l'élection du nouveau président des États-Unis puisque la Belgique s'engage avant. Pourtant, ces missions durent dans le temps et continuent notamment avec « Faucon du Désert » qui durent jusqu'en 2019.⁴⁰ Il n'est pas indiqué ce dont les militaires pensent de ce nouveau président, ni s'ils sont inquiets ou soulagés. Par manque de sources, l'influence de Donald Trump sur les opérations de terrains externes belges ne peut pas être analysé. Mais il est à noter que les belges sont présents dans certaines missions à l'extérieure comme « Faucon du désert » ou encore « Valiant Phoenix » et que l'élection de Donald Trump risque d'impacter ces missions s'ils décident de se retirer ou de diminuer, voire de désinvestir ces efforts de guerre.

Lors d'un nouveau débat sur le sommet de l'OTAN et le plan stratégique de la Défense, Tim Vandenput, député de l'OpenVld, prend la parole pour introduire un nouveau prétexte : la Chine. Comme la Russie, le pays communiste a entrepris d'investir massivement dans son armement et dans sa modernisation. En effet, des suites du retrait des troupes américaines au Moyen-Orient en 2008 et de la crise économique en Europe, la Chine en profite pour accroître et faire valoir sa puissance et son modèle à travers une série de politique économique, expansionniste et militaire.⁴¹ Toutefois, Tim Vandenput ne présente pas la Chine comme une potentielle menace à l'instar de la Russie⁴², peut-être parce qu'elle reste, pour l'instant, très prudente en dehors de sa « zone d'influence immédiate »⁴³.

³⁹ DUMOULIN André, *ibid.*

⁴⁰ REGNIER Philippe, « La coalition. Les Américains présents en force », dans *Le Soir*, publié le 16 novembre 2016, p. 10.

⁴¹ BADALASSI Nicolas, *op. cit.*

⁴² *Compte rendu*, n° 118, 30 juin 2016, p. 38.

⁴³ DUVAL Guillaume, *Trump, Poutine, Orban, Salvini, Le Brexit... Une chance pour l'Europe !*, Paris, Les petits matins, 2019, p. 16.

Le PTB, représenté en l'occurrence par Filip Dewinter, n'est pas en accord avec l'OTAN. C'est d'ailleurs le premier à émettre l'idée que la Belgique suit l'OTAN, et par conséquent les États-Unis « docilement », sans poser de question. En effet, l'OTAN demande à la Belgique qu'elle participe à une mission d'intimidation de la Russie en déployant 4 bataillons otaniens en Lettonie, Estonie, Lituanie et Pologne. Seulement Filip Dewinter ne considère pas la Russie comme une menace et ne souhaite pas suivre aveuglément les directives de l'OTAN et des États-Unis. Steven Vandeput, ministre de la Défense, explique que ce sont les pays baltes et la Pologne qui ont demandé l'envoi de ces troupes et non les États-Unis et qu'il est du devoir de la Belgique d'assurer la sécurité et ses engagements vis-à-vis de l'Alliance. Pour donner suite à cette réponse du ministre de la Défense, Filip Dewinter maintient ses dires et voit même la Russie comme un potentiel allié contre la menace islamique.⁴⁴

⁴⁴ *Compte rendu*, n° 120, 14 juillet 2016, p. 23.

3. Les Débuts de Donald Trump à la Maison-Blanche

A. L'élection de Donald Trump

Il vient d'être vu que les différentes menaces principales pour l'Europe, et donc les arguments principaux pour augmenter les investissements de la Belgique en termes de Défense, sont la Russie et le terrorisme. Il faut attendre deux jours après l'élection présidentielle américaine se tenant le 8 novembre pour que le nouveau président des États-Unis soit au centre des discussions des séances plénières concernant la Défense belge.

Avant de commencer l'analyse a proprement parlé, il est important d'indiquer qu'il est étonnant de ne pas avoir eu plus de discussions concernant la Défense belge et Donald Trump. Le climat mondial sécuritaire devient de plus en plus instable et inquiétant comme il a été vu : il y a la Russie et ses vues impérialistes, le terrorisme qui frappe les pays occidentaux ou encore la Chine qui augmente drastiquement son économie de la Défense. D'autre part, Donald Trump devient le candidat républicain pour la présidentielle américaine et déjà au début de la campagne, il exprime son avis concernant l'OTAN en la qualifiant de couteuse et obsolète. De plus, il laisse planer le doute sur l'intervention militaire des États-Unis en cas d'agression d'un État membre de l'Alliance. Il explique que dans le cas où les pays baltes se font attaquer par la Russie, il compte vérifier en premier lieu si ces derniers respectent bien leurs obligations envers les États-Unis. Par ailleurs, lors de nombreuses interviews télévisées, le candidat républicain rappelle l'importance de l'OTAN.⁴⁵ De nombreux constats qui posent énormément question sur le futur éventuel et sur le flou géopolitique de l'Alliance en cas de victoire de Donald Trump. Il aurait donc été logique d'entendre des discussions en séances plénières sur l'implication des États-Unis dans la Défense belge.

Néanmoins, il est possible d'avancer plusieurs théories sur cette « anomalie ». Tout d'abord, les États-Unis sont en pleine campagne présidentielle et les résultats étaient plus qu'incertains, ce qui peut empêcher les députés belges d'extrapoler sur la politique internationale de M. Trump. Ce qui est confirmé plusieurs fois par *Le Soir* comme ici lorsque le journal fait une rétrospective sur le sommet de l'OTAN du 9 juillet 2016 : « À ce moment-là, la victoire probable de Mme Clinton est dans tous les esprits »⁴⁶. Les dirigeants européens et la Belgique ne font pas exception et étaient persuadés de la victoire prochaine d'Hillary Clinton, c'est d'ailleurs cette dernière qui remporte davantage de votes de la population américaine aux

⁴⁵ MONGRENIER Jean-Sylvestre, *op. cit.*

⁴⁶ REGNIER Philippe, « Au "sommet" de l'OTAN », dans *Le Soir*, publié le 20 et 21 mai 2017, p. 17.

élections. De plus, de nombreuses discussions entre les différents députés et partis ont pu se faire à huis clos dans les bureaux et les réunions fermés au public. Surtout que l'on sait que la Belgique accueille la majorité des Américains du monde qui vivent en dehors des États-Unis, notamment car ils travaillent à l'Union européenne et à l'OTAN.⁴⁷ Enfin, Donald Trump n'a peut-être juste pas suscité autant de méfiance et de peur durant sa campagne présidentielle. Cette dernière hypothèse paraît peu plausible, car comme présente le journal *Le Soir*, il était annoncé que le candidat Donald Trump se montrait très imprévisible et que concernant sa politique étrangère, il annonce que « les États-Unis n'avaient pas vocation à garantir la paix à n'importe quel prix »⁴⁸. Il suggère même l'acceptation de l'annexion de la Crimée par Moscou pour entretenir de meilleures relations avec la Russie. Cette imprévisibilité et ce doute permanent ne mettent pas les dirigeants européens et belges à se sentir confiant pour l'avenir de la défense du continent.

Deux jours après l'élection de M. Trump, le 10 novembre 2016, les discussions en séance plénière vont largement tourner autour de sa nomination. Ces discussions vont graviter entre les différents partis autour de l'inquiétude de cette nomination et le respect qu'ils doivent avoir dans la démocratie américaine. Malgré l'inquiétude de la plupart des députés et des partis des nouvelles politiques que compte mettre en place Donald Trump, ils doivent se plier au vote démocratique. Le peuple américain a élu son candidat de manière démocratique, ce qui rend Donald Trump légitime.⁴⁹

C'est le PTB qui s'écarte le plus de cette ligne de conduite en remettant en cause les politiques traditionnels au risque de voir de plus en plus de « Donald Trump » s'immiscer à la tête d'autres puissances. Cette remarque trouve des échos dans la presse qui, dans un article du 10 et 11 novembre, pose la question : « Demain, Le Pen ? ». La question se pose désormais avec un sérieux renouvelé puisqu'aux Pays-Bas également, un candidat d'extrême droite s'impose : Geert Wilders.⁵⁰ Raoul Hedebouw qualifie d'ailleurs le nouveau président des États-Unis de « dangereux » et de « fou ». Au sujet de la Défense belge et européenne, il répond au ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders. Celui-ci, selon Raoul Hedebouw, souhaite renforcer le pilier de défense européenne et pour cela, augmenter les dépenses militaires et ainsi, investir

⁴⁷ VAN REETH Clara, « Les Américains de Belgique se rendent déjà aux urnes », dans *Le Soir*, publié le 3 novembre 2016, p. 10.

⁴⁸ BOURTON William, « L'homme qui a déjà changé la politique des États-Unis » dans *Le Soir*, paru le 8 et 9 octobre 2016, p. 39.

⁴⁹ *Compte rendu*, n° 138, 10 novembre 2016.

⁵⁰ KUCZKIEWICZ Jurek, « Bienvenue dans le monde selon Trump », dans *Le Soir*, publié le 10 et 11 novembre 2016, p. 2 et 3.

davantage dans l'OTAN. L'alliance qui par ailleurs est dirigée par, je cite : « ce même fou ». Il est donc clair que le PTB est totalement contre la nomination de Donald Trump et déplore l'investissement massif dans l'armement et la défense européenne.⁵¹

Concernant toujours la gauche politique avec le parti de Groen-Ecolo, Kristof Calvo explique qu'il faut, certes, respecter le choix des élections américaines, mais qu'il n'est pas obligatoire de respecter le candidat élu. Il qualifie également M. Trump de « dangereux », ainsi que de « climato-négationniste » et de « xénophobe populiste ».⁵²

Du point de vue du centre politique qui inclut également les partis de centre-droite tels que le CD&V, les Engagés et le cdH, il n'y a que Olivier Maingain (DéFi) qui s'exprime sur l'élection de Trump. Il s'inquiète surtout de connaître les mesures isolationnistes que compte mettre en œuvre Donald Trump, ce qui finira sans aucun doute par la dégradation du lien privilégié de l'UE avec les USA. Mais il précise également que ce retrait des États-Unis a commencé il y a quelque temps et qu'il faut que l'Europe en profite pour se réorganiser en profondeur. Cela pourrait donc impliquer qu'il soit en faveur d'un pilier défensif européen au sein de l'OTAN, voir en dehors de l'OTAN.⁵³

Ensuite, l'intervention de Patrick Dewael pour l'Open VLD peut faire penser au souhait d'une Europe de la Défense plus importante. Alors que dans un premier temps il explique que l'Europe est incapable de mettre en place une politique de défense européenne, il affirme par la suite qu'en unissant leurs forces, ils peuvent faire revivre le rêve européen.⁵⁴ L'Open VLD, même s'il ne soulève pas beaucoup d'intérêt pour la question européenne, est en faveur d'une Union européenne plus forte et notamment dans le domaine de la défense. Il souhaite ainsi « un système de défense unifié au sein de l'Union, en tant que superpuissance géopolitique ».⁵⁵ Le parti libéral flamand souhaite donc apporter une position davantage centrale pour l'Union européenne à l'international.

Enfin, la droite se montre davantage en faveur de Donald Trump. Le Mouvement réformateur, représenté par Philippe Pivin, explique que cette élection est cruciale puisque la Belgique, comme l'Europe, partage des valeurs communes avec les États-Unis en matière d'économie et de sécurité. Olivier Chastel, président du MR, pour *Le Soir*, met en lien les

⁵¹ *Compte rendu*, n° 138, 10 novembre 2016, p. 54.

⁵² *Compte rendu*, n° 138, 10 novembre 2016, p. 52.

⁵³ *Compte rendu*, n° 138, 10 novembre 2016, p. 58-59.

⁵⁴ *Compte rendu*, n° 138, 10 novembre 2016, p. 62.

⁵⁵ DELWIT Pascal et VAN HAUTE Emilie (dir.), *op. cit.*, p. 269.

récents évènements et l'élection de Donald Trump avec les inquiétudes économiques que traverse le monde occidental, dont la Belgique.⁵⁶ On ne peut pas vraiment avancer une analyse sur le positionnement du MR en termes de défense et au sujet de l'Alliance. Néanmoins, nous pouvons constater que c'est le seul parti qui se montre plus tempéré concernant l'élection de Donald Trump. Il définit alors sa politique internationale comme étant « atlantiste et européiste », même si cela n'empêche pas quelques ambiguïtés au cours de son histoire.⁵⁷

Didier Reynders, ministre MR des Affaires étrangères, prend la parole et affirme qu'il faut respecter les résultats. Concernant la Défense, il évoque surtout le point de vue de l'Europe en affirmant que l'Union a besoin d'une coopération en matière de défense et de sécurité plus conséquente pour se renforcer et pour devenir un véritable pilier européen au sein de l'OTAN. Le ministre souhaite qu'elle puisse jouer un rôle plus important sur la scène internationale, mais elle a besoin de développer ses domaines de défense et militaire. En outre, Didier Reynders rappelle que M. Obama déclarait déjà que l'Europe devait investir davantage pour sa défense. En outre, d'après Johnson Seth, la posture de Donald Trump est cohérente comparée à celle de George W. Bush et de Barack Obama. Dwight Eisenhower, Commandant suprême des forces alliées en Europe puis président des États-Unis, avait également la même position vis-à-vis des dépenses européennes en matière de défense. Considéré comme le père fondateur de l'OTAN, il n'en a pas moins l'objectif de retirer les forces américaines de l'Europe.⁵⁸ Donald Trump s'inscrit donc dans cet isolationnisme militaire, au même titre que son prédécesseur, seulement il le fait moins avec la discrétion et l'élégance de M. Obama qu'avec brutalité.⁵⁹ Ce qui pousse Didier Reynders à déclarer qu'ils ne doivent pas attendre un signe des USA pour réagir. Les États-Unis et l'élection de Donald Trump ne peuvent donc pas servir d'argument pour le développement de la défense européenne puisque d'autres présidents USA avaient la même position.

La presse ne fait pas défaut à toute cette agitation : « la victoire de Trump est un Brexit à la puissance mille, qui fait trembler sur ses bases la démocratie libérale à l'occidentale, et la pratique politique qui en organisait la dynamique »⁶⁰. Partout ailleurs, en Europe et dans le monde, l'élection de Donald Trump effraie plutôt que soulage. Les dirigeants ne tardent pas à

⁵⁶ DEFFET Eric et DEMONTY Bernard, « Face aux simplismes, les politiques belges ne trouvent pas la parade », dans *Le Soir*, publié le 10 et 11 novembre 2016, p. 8.

⁵⁷ DELWIT Pascal et VAN HAUTE Emilie (dir.), *op. cit.*, p. 296.

⁵⁸ JOHNSTON Seth, *op. cit.*

⁵⁹ ARAUD Gérard, *op. cit.*

⁶⁰ KUCZKIEWICZ Jurek, « Bienvenue dans le monde selon Trump », dans *Le Soir*, publié le 10 et 11 novembre 2016, p. 2 et 3.

réagir, comme en Allemagne, qui va jusqu'à rappeler les responsabilités qui incombent au nouveau président des États-Unis. Pourtant, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne et Donald Tusk, président du Conseil, propose déjà un sommet UE-USA le plus rapidement possible, expliquant que les deux parties n'ont pas d'autres options que de coopérer.⁶¹ Il n'est pas stipulé que, lors de ce sommet, les questions sur la défense européenne seront abordées. Cependant, le chef de la diplomatie belge envisage l'élection de Donald Trump comme une « opportunité » concernant la politique de Défense européenne et belge expliquant que c'est le bon moment pour construire et renforcer la défense. Ce dont souligne également la Cheffe de la diplomatie de l'Union, Federica Mogherini : « Le besoin d'une Europe de la Défense forte est désormais “clair des deux côtés de l'Atlantique” »⁶².

La présence des États-Unis au sein de la Défense européenne est primordiale : « Les États-Unis sont un allié clé de l'UE et nous sommes certains qu'ils le resteront, y compris dans le domaine de la sécurité et de la défense »⁶³, explique un haut responsable européen pour *Le Soir*. C'est sans doute pour cela que l'élection de Donald Trump inquiète autant les dirigeants. Sa politique isolationniste et les différents propos qu'il tient au sujet de l'OTAN, qu'il a qualifiée d'obsolète⁶⁴ lors de sa campagne, remettent en question la position des USA. Il n'est plus aussi sûr que les États-Unis restent au sein de l'Alliance, ce qui fait « planer le doute sur sa détermination à défendre les Européens s'ils n'ont pas “payé leur part” »⁶⁵. Le nouveau président des États-Unis affirme que l'Alliance et les États membres exploitent les États-Unis. Et pour cause, de nombreux alliés ne financent qu'à hauteur de la moitié de ce qui est demandé ce qui leur permet d'investir dans d'autres domaines que la défense et notamment le domaine social.⁶⁶ Pourtant, face à ce constat, il devient évident qu'au vu de l'augmentation des dépenses militaires américaines, la défense européenne est davantage financée par les États-Unis que par les États européens. Sous l'ère de Donald Trump, la confiance des Européens vis-à-vis des États-Unis vacille, voir se désagrège. Sous les assauts répétés de son impulsivité et de son

⁶¹ KUCZKIEWICZ Jurek, *ibid*.

⁶² REGNIER Philippe, « Une élection qui résonne comme un tremblement de terre géopolitique », dans *Le Soir*, publié le 10 et 11 novembre 2016, p. 13.

⁶³ REGNIER Philippe, « Le coup de pouce de Trump pour l'Europe de la défense », dans *Le Soir*, publié le 14 novembre 2016, p. 12.

⁶⁴ Donald Trump qualifiera plusieurs fois l'Alliance « d'obsolète », arguant ses différents membres de payer leur part. Néanmoins, il est à préciser que dans une interview au quotidien allemand *Bild*, en janvier 2017, le nouveau président stipule que l'organisation reste très importante à ses yeux.

PICARD Maurin, « L'homme qui a brisé les codes de la communication », dans *Le Soir*, publié le 16 janvier 2017, p. 13.

⁶⁵ REGNIER Philippe, « Le coup de pouce de Trump pour l'Europe de la défense », dans *Le Soir*, publié le 14 novembre 2016, p. 12.

⁶⁶ VANDAL Gilles, *Donald Trump. Le fossoyeur de l'Amérique*, Bruxelles, Mardaga, 2021, p. 144.

souhait de se retirer de l'OTAN, les Européens comprennent pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale que les Américains ne seront pas toujours là pour les soutenir.

Toutefois, une décision qui contrebalance les opinions isolationnistes de D. Trump est son choix de James Mattis en tant que nouveau secrétaire à la Défense. James Mattis reconnaît toute la valeur de l'OTAN et s'érige comme un interlocuteur de confiance pour les Européens.⁶⁷ Quoique qualifié de « va-t'en-guerre », la nomination de James Mattis, bien que peu commentée en séance plénière ou en interview, permet de penser un certain soulagement de la part des politiques belges et des Européens.

Quelques jours plus tard, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et les ministres de la Défense des 28 membres de l'Union se réunissent pour adopter un nouveau document intitulé : « Stratégie globale de sécurité et de défense de l'UE ». Federica Mogherini assure que l'élection américaine n'y ait pour rien et que le résultat, même différent, de celle-ci n'aurait rien changé.⁶⁸ Ces 42 actions stratégiques se dessinent, en effet, depuis le dernier sommet de l'OTAN ayant eu lieu en juillet. Avant cela, il est à noter que les deux organisations : l'OTAN et l'UE s'ignoraient largement. L'élection de Trump n'y est donc pas à l'origine, mais on ne peut s'empêcher de voir dans ce rapprochement, un rapprochement de l'UE avec Donald Trump et le parapluie américain, comme l'explique Stoltenberg.⁶⁹ Il n'en reste pas moins que la machine européenne se met en route concernant sa Défense. Alors que les Britanniques ont toujours ralenti le processus d'une Défense commune ; avec le Brexit, l'Europe a plus de chance de progresser sur ce terrain-là.⁷⁰ En effet, le Royaume-Uni était le plus grand obstacle pour le développement d'une défense européenne capable de rivaliser avec l'Alliance. Il y avait en plus du Royaume-Uni de nombreux États européens davantage favorables à une intensification des dépenses dans l'OTAN plutôt qu'allouer des dépenses pour la création d'un bras défensif européen.⁷¹ Il est donc aussi important de noter que l'élection de Donald Trump n'est pas la seule raison d'une volonté de refaire valoir le prestige européen. Le Brexit déstabilise et effraie de nombreux dirigeants pro-européens qui craignent de voir l'Union se désagréger à la suite de cette sortie. Et pour que cette sortie ne s'étende pas à d'autres États membres et que l'UE reste

⁶⁷ PICARD Maurin, « Jim Mattis, un “chien fou” et charismatique au Pentagone », dans *Le Soir*, publié le 3 et 4 décembre 2016, p. 21.

⁶⁸ Kuczkiewicz Jurek, « Défense européenne. Un saut qualitatif avec une “stratégie globale” », dans *Le Soir*, publié le 15 novembre 2016, p. 10.

⁶⁹ REGNIER Philippe, « L'UE et l'OTAN serrent les rangs avant “l'énigme Trump” », dans *Le Soir*, publié le 7 décembre 2016, p. 16.

⁷⁰ Kuczkiewicz Jurek, « Défense européenne. Un saut qualitatif avec une “stratégie globale” », dans *Le Soir*, publié le 15 novembre 2016, p. 10.

⁷¹ MONGRENIER Jean-Sylvestre, *op. cit.*

attractive, les dirigeants décident ensemble de redéfinir et redéployer de nombreux moyens pour transformer l'organisation, notamment en passant pour un nouveau plan de défense commune.

Ce nouveau document stratégique repose sur trois priorités : « la réponse aux conflits et crises extérieures ; le renforcement des capacités de pays partenaires menacés de conflits ou en train d'en sortir ; et enfin, la protection de l'Union et de ses citoyens. »⁷². Mais il n'est pas question de la création d'une armée européenne. La stratégie de Défense et de sécurité européenne vise prioritairement à défendre l'Union de l'intérieure et à sécuriser certaines zones extérieures en conflit. Par ailleurs, l'Union européenne émet l'idée de créer un Fonds européen de la défense pour aider les États rencontrant des difficultés à investir dans ce domaine et pour renforcer la sécurité des citoyens de l'UE. Ce fonds se construirait sur base de 5 milliards d'euros par an.⁷³

Malgré cette nouvelle stratégie et le projet de Fonds européens, pour Joseph Henrotin⁷⁴ et Luc de Vos⁷⁵, la situation de la Défense de l'Union est critique. Ils implorent les membres de l'Union européenne à agir le plus vite possible. Pour Joseph Henrotin, l'OTAN reste la structure la plus crédible en termes de défense du territoire ; de plus, déjà de nombreux États européens ont recommencé à investir dans leur défense. Mais concernant la Belgique, c'est le seul pays à « réduire son budget de défense ». Et malgré les efforts par certains pays, une Europe de la Défense ne peut voir le jour sans sa fédéralisation. La question d'une armée commune européenne relève plus d'une question politique que financière. Luc de Vos corrobore les propos de son collègue en proposant une collaboration à deux vitesses. En effet, une armée européenne représente un certain coût, mais la Belgique peut, dans un premier temps, collaborer avec la France et les Pays-Bas. Cela serait plus facile en matière économique et ils ne se retrouveront pas bloqués par la bureaucratie européenne.⁷⁶

Une autre source d'inquiétude qui n'a jamais quitté l'esprit de la société européenne et de ses dirigeants est le géant russe. Avec l'élection de Donald Trump, le soutien de l'occident à

⁷² KUCZKIEWICZ Jurek, « Défense européenne. Un saut qualitatif avec une "stratégie globale", dans *Le Soir*, publié le 15 novembre 2016, p. 10.

⁷³ B, « Union européenne. Vers un fonds de la défense », dans *Le Soir*, publié le 1^{er} décembre 2016, p. 13.

⁷⁴ Joseph Henrotin est docteur en sciences politiques, chercheur à l'Institut de stratégie comparée et chercheur associé à l'EA 458. Il est aussi le rédacteur en chef de Défense et Sécurité Internationale. « Joseph Henrotin », dans *Cairn*, [Joseph Henrotin | Cairn.info](https://www.cairn.info/), consulté le 02 juin 2025.

⁷⁵ Luc De Vos est licencié en histoire ainsi que docteur en philologie et philosophie-histoire. Il est professeur en politique belge à la KULeuven et en histoire militaire à l'Ecole royale militaire, ainsi que chef du département « Etude des conflits ». « Luc de Vos », dans *Babelio*, [Luc De Vos - Babelio](https://www.babelio.com/livres/Luc-De-Vos-1234567890), consulté le 02 juin 2025.

⁷⁶ DI PRIMA Corentin et DE BOECK Philippe, « Il est grand temps que l'Union européenne prenne sa défense en main ? », dans *Le Soir*, publié le 13 janvier 2017, p. 13.

l'Ukraine semble compromis. L'Ukraine se dit inquiète d'être « lâché » par les États-Unis avec sa nouvelle administration, voir que celle-ci entreprend un rapprochement avec Moscou. Pourtant, l'Europe se dit toujours prête à mettre en place les sanctions à la Russie concernant la déstabilisation de l'Ukraine depuis l'annexion de la Crimée. Ce qui inquiète également européens c'est de se retrouver en porte-à-faux avec leurs alliés américains si ceux-ci se rapprochent de Moscou. L'alliance atlantique et le soutien à l'Ukraine ne semblent pourtant pas en danger, le président ukrainien, de la Commission européenne et du Conseil européen affirment s'être déjà entretenu avec le nouveau président sur la question de l'Ukraine et celui-ci n'envisage pas de se désolidariser de ce problème.⁷⁷

B. *Les débuts de Donald Trump à la présidence*

L'investiture du nouveau président des États-Unis a lieu le 20 janvier 2017. À cette occasion, Didier Reynders est interrogé par Martine Duboisson et Véronique Kiesel du journal *Le Soir*. Il rappelle encore une fois que les propos que Donald Trump a tenus concernant l'OTAN ne sont pas très différents que ceux tenus par Barack Obama. Les Européens doivent pouvoir prendre en charge leur défense et leur participation à l'organisation. Seulement, il rajoute que Donald Trump va plus loin en qualifiant l'organisation d'obsolète. A cette occasion, le ministre belge soutient une fois de plus qu'il est temps de « démontrer la plus-value européenne », qui passe notamment par un pilier européen dans l'OTAN. C'est d'ailleurs pour cela que la Belgique doit « investir dans le remplacement des F-16, dans la Marine, [et] dans la force terrestre ». Enfin, lors de cette interview, le ministre des Affaires étrangères rappelle que lors des années Bush et de la guerre en Irak, la Belgique ainsi que la France s'étaient alliées pour protester en défaveur des États-Unis.⁷⁸ Il n'est donc pas exclu que la Belgique s'oppose une nouvelle fois aux États-Unis en cas de litiges. Néanmoins, pour l'instant, l'heure est plutôt à la discussion ; de nombreux espoirs se basent sur la visite de Donald Trump à l'OTAN durant le mois de mai (cf. p. 28). Cette rencontre pourrait permettre à la Belgique de s'entretenir bilatéralement avec le nouveau président.⁷⁹

Le 2 février 2017, quelques jours après l'investiture de Donald Trump, Patrick Dewael, député Open Vld, explique qu'il ne faut pas pointer du doigt les États-Unis. L'Europe doit se concentrer indépendamment des Américains sur les trois piliers que sont l'asile et la migration,

⁷⁷ REGNIER Philippe, « Kiev confiant dans le soutien de Trump », dans *Le Soir*, publié le 25 novembre 2016, p. 15.

⁷⁸ DUBOISSON Martine et KIESEL Véronique, « Didier Reynders : “il fait des deals, comme dans l'immobilier” », dans *Le Soir*, publié le 20 janvier 2017, p. 16.

⁷⁹ MUNSTER Jean-François et REGNIER Philippe, « Bruxelles, pas sur le radar de Donald Trump », dans *Le Soir*, publié le 20 janvier 2017, p. 17.

l'alliance militaire et le commerce extérieur.⁸⁰ Peter de Roover (NV-A) répond à l'Open Vld et affirme, au contraire, que la Belgique et l'Europe ne peuvent plus se retrancher derrière les États-Unis et leur bouclier. Il souhaite donc une indépendance au niveau de l'OTAN et des États-Unis. La Belgique et l'Europe doivent pouvoir acquérir grâce à leur puissance un poids international important.⁸¹ L'Union européenne répond plutôt en faveur de l'Open Vld puisque les 27 (+1⁸²) ont mis en place un sommet à Malte pour discuter de la crise migratoire, de la situation internationale sous Donald Trump et de l'avenir des 27. La conclusion de ce sommet est donnée par Donald Tusk : « la relation transatlantique reste une priorité absolue ». Pourtant, il s'agit moins d'être d'accord avec le nouveau président des États-Unis, mais de montrer ce que peut faire l'Union européenne par elle-même sans l'aide des Américains. C'est notamment le cas de la Défense comme le souligne la chancelière allemande. Cette réponse européenne oblige néanmoins la Belgique à modifier ses propos : alors que Charles Michel affirmait ne pas vouloir que l'Europe devienne les jouets de Donald Trump (ou de Poutine ou Xi Jinping) ; après le sommet, il penche plutôt pour observer d'abord ce que Donald Trump compte mettre en place pour réagir ensuite.⁸³

Quelques jours plus tard, la mention de Donald Trump s'immisce dans le débat sur la Loi de programmation militaire dans le but de prouver que la Belgique n'avait pas attendu sa nomination pour réagir dans le domaine de la Défense. C'est Stéphane Crusnière, du Parti socialiste, qui énonce ces quelques mots : « nous n'avons pas attendu le Brexit ou l'élection de Donald Trump pour réagir »⁸⁴. Il souhaite une amélioration du budget de Défense européenne qui s'élève pour l'instant à 200 milliards d'euros ce qui est bien en dessous de ce que les Américains investissent eux-mêmes. Mais c'est de nouveau le PTB qui s'indigne du coût élevé des investissements de la Défense : les 9,2 milliards d'euros investis dans la nouvelle vision stratégique de la Défense reviendraient à ce que chaque ménage paye 1953 euros de plus. Et cela, c'est sans compter les nouvelles demandes de Donald Trump et de l'OTAN à l'intention de la Belgique avec 5 milliards d'euros supplémentaires pour le budget militaire.⁸⁵ Le cdH, représenté par Michel de Lamotte, prend la parole et soutient le fait qu'il est indispensable et

⁸⁰ *Compte rendu*, n° 155, 02 février 2017, p. 4-5.

⁸¹ *Compte rendu*, n° 155, 02 février 2017, p. 5.

⁸² En dépit du Brexit et de ces négociations, la Grande-Bretagne décide de participer au sommet de l'UE, notamment concernant l'avenir de l'Europe. Kuczkiewicz Jurek, « Trump, un nom qui pèsera sur le sommet de Malte », dans *Le Soir*, publié le 3 février 2017, p. 12.

⁸³ KUCZKIEWICZ Jurek, « L'UE est d'accord : ne (presque) pas... », dans *Le Soir*, publié le 4 et 5 février 2017, p. 18.

⁸⁴ *Compte rendu*, n° 168, 11 mai 2017, p. 47.

⁸⁵ *Compte rendu*, n° 168, 11 mai 2017, p. 61.

urgent d'améliorer et d'organiser le réinvestissement de la Défense belge. Il précise les nombreuses menaces qui font face à la Belgique en évoquant le flanc sud — sous-entendu le Moyen-Orient et le terrorisme — et le flanc est — sous-entendu la Russie et l'Ukraine. On retrouve ici les mêmes arguments lors de la première partie de ce premier chapitre : la Russie et le terrorisme. Mais il ajoute également : « [...] sans oublier que les modifications politiques aux États-Unis risquent de susciter des questions dans le cadre du partenariat transatlantique »⁸⁶.

Lors de cette séance plénière, il est intéressant de remarquer que les deux partis positionnés à gauche sur l'axe politique ne partagent pas le même point de vue. D'un côté le PTB ne souhaite pas investir davantage dans la Défense belge et européenne ; de l'autre, il y a le PS qui est en faveur d'un investissement dans le domaine militaire. De plus, le parti d'extrême-gauche (PTB) et de centre droit (cdH) partagent un point de vue commun puisqu'ils sont tous les deux inquiets des nouvelles politiques mises en place aux États-Unis. Certes, leurs inquiétudes peuvent être hiérarchisées puisqu'au cdH, ces nouvelles politiques ne font que « susciter des questions », ce dont on pourrait l'affirmer comme n'étant pas une réelle inquiétude. Pour le PS, il ne peut pas être prouvé que le parti n'est pas inquiet des nouvelles mesures, mais il peut être conclu que les nouvelles politiques mises en place par Donald Trump n'ont pas lieu d'être inquiétantes puisque le parti précise que la Belgique avait réagi avant le Brexit et l'élection de Donald Trump. Indépendamment des nouvelles politiques, la Belgique doit donc continuer dans sa lancée en investissant dans la Défense.

C. Remplacement des F-16 et une Europe à plusieurs vitesses

Le remplacement des F-16 représentent une grande partie du nouveau financement de la défense puisqu'ils coutent 3,5 milliards à l'achat ; avec l'entretien et l'armement, le budget s'élève à 15 milliards d'euros. Les négociations pour le remplacement s'étalent sur plusieurs années et c'est au début du mois de mars que le remplacement et la négociation pour de nouveaux avions commencent. Ce lancement, pourtant, c'est lancé à huis clos sans passé par le Parlement, ce dont certains députés comme le PS ou Ecolo s'étonnent. La seule raison émise pour légitimer cette décision est que les négociations prenaient beaucoup de temps sans que rien de concret n'en ressortent.⁸⁷ Une raison à cette accélération est donnée par Patrick Descy, secrétaire permanent de la CGSP-Défense ; il explique que le gouvernement veut passer en force pour que l'achat soit finalisé avant la fin de leur législature en 2019. L'objectif est que le

⁸⁶ *Compte rendu*, n° 168, 11 mai 2017, p. 59.

⁸⁷ DELEPIERRE Frédéric, « Colère autour du remplacement des F-16 », dans *Le Soir*, publié le 10 mars 2017, p. 10.

prochain gouvernement ne puisse pas avoir l'opportunité de faire marche arrière. Mais il maintient également que le remplacement des F-16 est inévitable si la Belgique veut garder une force aérienne.⁸⁸ Ces derniers seront mis hors service entre 2023 et 2028 puisqu'ils ne sont plus assurés par le constructeur après 8 000 heures d'activités.⁸⁹ En outre, on peut pourtant penser au fait que l'agitation liée à l'élection de Donald Trump a pu influencer cette volonté de prendre une décision rapide. Décision rapide qui ne peut se faire qu'à huis clos puisque de nombreux partis se positionnent contre ce nouvel achat, notamment les partis de gauche (PS, Ecolo, PTB).

Lors du sommet européen de Malte, plusieurs sujets ont été abordés dont la mise en place d'une Europe à plusieurs vitesses. L'objectif est de permettre aux États membres qui le souhaitent de participer à une coopération renforcée et ainsi obtenir la capacité d'avancer avec ces mêmes États membres dans le projet commun de défense. De nombreux États membres de l'Union sont réfractaires à une défense commune ce qui ralentit le processus de création. À l'initiative, on retrouve Jean-Yves Le Drian et Ursula von der Leyen qui propose des « coopérations structurées permanentes » (CSP). Ces coopérations regrouperaient un nombre restreint d'États prêts à investir militairement à un « niveau élevé » (en matière de budget, d'équipements et de capacités opérationnelles). Mais là encore, de nombreuses divergences existent entre les États membres, et notamment entre les deux pays investigateurs de cette CSP : la France et l'Allemagne.⁹⁰

La Belgique, à la suite de ce sommet, est uniment en faveur d'une Europe qui marche ensemble tout en laissant la possibilité de mettre en place une coopération renforcée. Alors que la France envisage la création d'un petit comité rapide et déterminé pour créer une Europe de la Défense à plusieurs vitesses ; la Belgique souhaite plutôt être le plus inclusif possible en rassemblant un maximum d'États pour la création d'une Europe de la Défense. Les questions se posent déjà concernant les critères d'admission à cette structure renforcée, notamment en Belgique qui est considérée comme étant « un petit pays, avec une mini-armée ». ⁹¹ La Belgique a donc tout intérêt à rentrer dans cette coopération pour ne pas se faire distancer par les autres pays européens. Quoiqu'il en soit, ce dossier est en préparation et fait l'objet d'une première approche lors du sommet de l'OTAN le 25 mai 2017.

⁸⁸ DELEPIERRE Frédéric, « Réaction “Les moteurs sont dedans ?” », dans *Le Soir*, publié le 10 mars 2017, p. 10.

⁸⁹ DELEPIERRE Frédéric, « Le F-35 favori pour remplacer le F-16 », dans *Le Soir*, publié le 18 et 19 mars 2017, p. 12.

⁹⁰ MONGRENIER Jean-Sylvestre, *op. cit.*

⁹¹ REGNIER Philippe, « Vers une “coopération structurée permanente” », dans *Le Soir*, publié le 11 et 12 mars 2017, p. 11.

D. Sommet de l'OTAN – 25 mai 2017

En préparation au sommet de l'OTAN, James Mattis, ministre de la Défense US, vient en visite à Bruxelles à la mi-février pour une réunion de deux jours au sujet de l'Alliance. Il se veut tour à tour rassurant et menaçant en affirmant que « les États-Unis en feront moins pour la défense du Vieux Continent si les Européens n'en font pas davantage eux-mêmes ». Et les alliés européens sont en mauvaises postures au sujet du financement de l'Alliance : seuls quatre sur 27 alliés des USA participent à plus de 2 % de leurs PNB à la défense (Royaume-Uni, Grèce, Pologne et Estonie). La Belgique occupe une très mauvaise situation puisqu'elle offre moins d'un pourcentage de son PNB. C'est d'ailleurs pour cela que l'affaire du remplacement des F-16 est primordiale puisqu'elle pourrait augmenter considérablement ce budget.⁹²

Quelques jours plus tard, le 20 février 2017, Mike Pence, le Vice-président des États-Unis rend visite à l'Union européenne à Bruxelles. Il rencontre, par la même occasion, le Premier ministre belge, Charles Michel et son ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, pour un « entretien dinatoire » qui a servi à rassurer la Belgique sur le désengagement potentiel des États-Unis à l'OTAN. Mike Pence martèle que Donald Trump ne compte pas désinvestir l'Alliance et abandonner le Vieux Continent.⁹³ Il assure parler au nom du nouveau président américain, pourtant c'est la confusion pour *Le Soir*. En effet, comme il a déjà été expliqué au-dessus, Donald Trump a tenu des propos contraires à ce que Mike Pence explique. La crainte d'apercevoir un tweet du président affirmant une nouvelle fois le contraire de ces propos persistent ce qui rend les relations futures incertaines et confuses.⁹⁴

Une autre visite importante pour l'Alliance se passe le 31 mars : Rex Tillerson, le chef de la diplomatie des États-Unis, rend visite à Bruxelles et aborde une nouvelle fois la question financière. À l'instar de la visite de James Mattis et de Mike Pence, Rex Tillerson enjoint les forces européennes à respecter leur engagement pris en 2014 pour assurer un financement à hauteur de 2 % de leur PNB pour leur Défense. Ce chiffre des 2 % est attendu pour l'année 2024. *Le Soir* caractérise ces différentes prises de position comme étant un « grand flou stratégique » puisqu'ils contrastent énormément avec les tweets du président américain. D'autant plus qu'au lieu de voir un désinvestissement massif des Américains en Europe, c'est la tendance inverse qui se développe. Les États-Unis continuent de déployer des forces

⁹² REGNIER Philippe, « L'Amérique et l'OTAN : ce sera du donnant-donnant », dans *Le Soir*, publié le 16 février 2017, p. 12.

⁹³ Bn M, « Mike Pence veut rassurer les alliés européens », dans *Le Soir*, publié le 20 février 2017, p. 9.

⁹⁴ REGNIER Philippe, « Mike Pence en mission déminage auprès des Européens », dans *Le Soir*, publié le 21 février, p. 10.

américaines en Pologne et dans les pays baltes. La visite de Rex Tillerson apporte néanmoins un élément nouveau puisque par son intermédiaire Donald Trump exprime sa priorité en matière de Défense : celle de la lutte antiterroriste.⁹⁵ Mis à part « le flou géopolitique » et l'instabilité que cela installe, les conseillers proches de Donald Trump parviennent à influencer sa politique nationaliste « jacksonienne » pour lui permettre un petit virage libéralo-interventionniste.⁹⁶

À l'approche du sommet de l'OTAN, les discussions sont engagées au sujet de la visite des hommes d'Etat et sur les besoins sécuritaires que cela engendre particulièrement pour le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan et le président des USA.⁹⁷ C'est une rencontre hautement importante, car, en plus d'accueillir 28 chefs d'État et de gouvernement, c'est la première fois que Donald Trump foule le sol belge depuis son élection. Alors que la situation géopolitique est instable et incertaine, très peu des interventions font mention de la Défense belge. Les partis de DéFi et du Vlaams Belang s'inquiètent des forces armées et de police ainsi que de leurs implications durant ce week-end. En effet, la visite d'Erdogan pourrait provoquer quelques turbulences et incidents. Concernant l'alliance Ecolo-Groen, ils se montrent surtout inquiets de l'accord de Paris sur le climat et l'intention de Donald Trump d'en partir. Ils ne se disent pas opposés à cette visite, là voyant comme une occasion d'affirmer la position de la Belgique sur le dérèglement climatique.

Les interventions du PTB sont quant à elle très claires et tournées vers la Défense belge et les annonces du président Trump. En effet, Raoul Hedebouw considère que le nouveau président américain est un « véritable danger pour la paix dans le monde »⁹⁸. Il a déjà été démontré plus haut, le PTB est totalement contre l'investissement militaire en Belgique et dans l'OTAN. Par ailleurs, c'est la première fois que les exigences de Donald Trump sur l'investissement belge des 2 % du PIB est discuté. Raoul Hedebouw présente la Belgique comme un « caniche » jouant pour les États-Unis parce qu'ils sont une grande puissance. Il rappelle à Charles Michel, dans ce sens, que la Belgique doit pouvoir affirmer sa position en termes de défense et de climat face à Donald Trump. Plus tard, le 28 juin 2017, Marco Van Hees évoque une nouvelle fois les 2 % du PIB et la promesse d'y parvenir du Premier ministre au

⁹⁵ PICARD Maurin, « Rex Tillerson à Bruxelles pour recadrer l'OTAN », dans *Le Soir*, publié le 31 mars 2017, p. 14.

⁹⁶ ZAJEC Olivier, « “Une nouvelle ère” ? Défense et stratégie des États-Unis après la première année de l'administration Trump », dans *Politique Américaine*, n° 31, tome 2, 2018, 105-125.

⁹⁷ *Compte rendu*, n° 169, 18 mai 2017.

⁹⁸ *Compte rendu*, n° 169, 18 mai 2017, p. 2.

président américain. Le député PTB explique d'ailleurs la situation de la manière suivante : « il y a aussi les promesses du Premier ministre, qui rampe un petit peu devant Donald Trump »⁹⁹.

Face à toutes ces récriminations et ces remarques, Charles Michel prend la parole pour assurer du bon déroulement de cette visite. Il y a énormément de sujets importants à aborder, mais les trois axes principaux auxquelles le Premier ministre va se concentrer sont : le terrorisme, le dialogue avec la Russie et la stratégie défensive européenne au sein de l'Alliance.¹⁰⁰ Dans une interview de Didier Reynders orchestré par *Le Soir*, il explique que la question de fond de ce sommet de l'OTAN est l'investissement accordé par les États membres à l'Alliance. Au niveau belge, il souhaite stopper la diminution des dépenses dans la défense et investir plus massivement (il a d'ailleurs, explique-t-il, lancé des investissements). De plus, il souhaite également s'assurer que les États-Unis resteront dans le cadre de l'OTAN et ne prennent pas de décision seule. En effet, de nombreuses décisions ont été prises sans que l'organisation soit concertée : bombardement en Afghanistan, réaction en Syrie et mouvements vis-à-vis de la Corée du Nord.¹⁰¹

Enfin, le jour avant le sommet de l'OTAN, une nouvelle séance plénière voit le jour avec pour débat : « les déclarations du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, concernant la défense européenne »¹⁰². C'est Karolien Grosemans, député de la N-VA, qui prend la parole en premier pour affirmer que les dépenses belges dans le domaine de la défense ont drastiquement diminué depuis la fin de la Guerre froide¹⁰³, mais qu'aujourd'hui, ce sous-investissement n'est plus autorisé. Le député se montre en faveur des 2 % du PIB pour le financement de l'OTAN. Patrick Dewael (OpenVld) est du même avis affirmant comme naturel l'insistance des Américains sur le respect de la contribution des 2 %. Seulement, il ajoute que lui et son groupe sont favorables à une « intensification de la coopération européenne et à une armée européenne ». Il répond ainsi à M. Stoltenberg, secrétaire général de l'Alliance, qui est contre le développement d'une armée européenne arguant que cela demanderait deux fois plus de moyens financiers. Pourtant, comme le précise M. Dewael, les investissements et le matériel des États membres de l'UE sont déjà doublés puisque n'employant pas leurs forces

⁹⁹ *Compte rendu*, n° 175, 28 juin 2017, p. 50.

¹⁰⁰ *Compte rendu*, n° 169, 18 mai 2017, p. 5-6.

¹⁰¹ DEMONT Bernard, « Didier Reynders : "il faut s'assurer que les États-Unis ne décident pas seuls", dans *Le Soir*, publié le 20 et 21 mai 2017, p. 18.

¹⁰² *Compte rendu*, n° 170, 24 mai 2017, p. 15-19.

¹⁰³ Du moins, concernant le continent européen. Les dépenses américaines dans le domaine de la défense et le domaine militaire représente à l'aube de l'après-guerre froide le quart des dépenses militaires mondiales. ARAUD Gérard, *op. cit.*

communément, ce sont 27 forces terrestres, aériennes et maritimes qui ne travaillent pas de conserve. Le développement d'une armée européenne participerait donc au renforcement de l'OTAN et non à son affaiblissement.

Les deux partis s'expriment conjointement pour le développement et le financement d'une armée européenne. La N-VA parce qu'elle ne souhaite pas, entre autres, que les autres pays continuent d'investir par le biais de l'OTAN dans la défense et la sécurité belge. Il ajoute que l'investissement dans une branche européenne de la Défense ne doit pas non plus servir d'excuse pour ne plus investir dans l'OTAN. L'OpenVld renouvelle une fois de plus l'inquiétude face aux deux ennemis principaux : « la Russie adopte actuellement une attitude assertive, voire agressive ; le terrorisme n'épargne aucun pays occidental et la cybercriminalité se développe également »¹⁰⁴.

Pourtant, le ministre de la Défense prend la parole et entend défendre l'importance de l'investissement financier dans l'OTAN lors du sommet. L'augmentation de l'intégration de la défense européenne ne ferait qu'augmenter les investissements, pour les réduire dans d'autres domaines. La première volonté du ministre est de montrer à l'OTAN et à son secrétaire général que la Belgique est disposée à respecter ses engagements d'ici l'année 2024. C'est pour lui le seul message crédible.¹⁰⁵ Pourtant, quelques mois plus tard, en décembre 2017, Charles Michel atteste qu'il souhaite investir davantage dans une défense européenne au sein de l'OTAN.¹⁰⁶ Charles Michel a toujours été pour une intégration plus importante d'une Europe de la Défense, les propos de Steven Vandeput étaient éventuellement pour apaiser les États-Unis lors du sommet de l'OTAN.

Lors du sommet otanien, le président des États-Unis affirme ne pas souhaiter une sortie de l'OTAN ni l'abandon de l'Union européenne, mais il envisage de sérieuses sanctions aux États membres qui ne respectent pas les devoirs budgétaires de l'OTAN. Selon *Le Monde*, Donald Trump, lors des discussions, exige que le calendrier de l'augmentation des dépenses au sein de l'OTAN accélère et que les États membres consacrent 2 % de leur PIB au budget de défense comme stipulé dans le règlement de l'Alliance. De plus, alors qu'il fait part de ses exigences budgétaires, le nouveau président américain ne fait aucunement mention de l'article 5

¹⁰⁴ *Compte rendu*, n° 170, 24 mai 2017, p. 15.

¹⁰⁵ *Compte rendu*, n° 170, 24 mai 2017, p. 17.

¹⁰⁶ *Compte rendu*, n° 201, 07 décembre 2017, p. 7-9.

de la charte atlantique qui oblige l'intervention pour défendre tout allié qui se trouve attaqué.¹⁰⁷ Ce climat augmente davantage les tensions entre Américain et Européens à une époque où ils doivent se montrer unis. De nombreuses questions commencent alors à émerger pour savoir si les États-Unis désirent encore défendre les Européens. Il faut attendre la visite du président roumain à Washington en juin 2017 pour que Donald Trump se prononce sur l'article 5 où il s'engage à le respecter.

Une question qu'il n'a pas encore été posé et dont la réponse n'a pas été entendue dans la presse ou en séance plénière est la suivante : pourquoi la Belgique et, plus généralement, les pays membres de l'OTAN ne mettent pas un plan d'investissement plus rapide et plus efficace pour arriver au 2 % du PIB demandé ? Plusieurs éléments de réponses ont déjà pu être exprimés, à savoir : l'investissement dans d'autres domaines comme le social, la difficulté en termes de capacité financière, etc. Une autre hypothèse est envisagée par Gilles Vandal, c'est le fait que depuis la fin de la Guerre froide, les États-Unis ont décidé de maintenir l'Alliance non plus pour défendre l'occident d'une menace soviétique (celle-ci n'existant plus), mais pour l'instrumentaliser et assurer le maintien de l'hégémonie américaine ailleurs sur le globe. De nombreuses actions ont été entreprises par le biais de l'OTAN durant les années 2000 au Moyen-Orient, ou en Afrique, mais elles répondaient bien plus aux attentes et intérêts américains qu'euro-péens.¹⁰⁸ Cette deuxième hypothèse est approuvée par Raoul Hedebouw : « l'OTAN est sous domination américaine [...] et nous voici complètement liés à la politique étrangère militaire de M. Trump »¹⁰⁹.

¹⁰⁷ Le Monde, « Au sommet de l'OTAN, le réquisitoire déplacé, brutal et maladroit de Donald Trump », dans *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/05/26/donald-trump-a-l-otan-brutal-et-maladroit_5134231_3232.html, publié le 26 mai 2017, modifié le 27 mai 2017, consulté le 20 décembre 2024.

¹⁰⁸ VANDAL Gilles, *op. cit.*, p. 144-145.

¹⁰⁹ Chambre des représentants de Belgique, « Commission de l'Intérieur : position de la Belgique par rapport à la politique du Président des États-Unis, Donald Trump », dans *Premier ministre de Belgique*, <https://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/54/ic623.pdf>, publié le 21 mars 2017.

V. Conclusion

Les États-Unis jouent un rôle important dans la politique de Défense belge et européenne. Ils représentent un allié puissant censé être neutre dans la gestion interne des pays membres de l'Europe. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les Européens vont s'habituer au rôle de rempart contre l'ennemi russe et le terrorisme joué par les États-Unis. Pourtant, depuis les années 2000, la guerre en Irak et l'élection de Barack Obama, ce rôle est remis en cause. Barack Obama amorce un premier pas vers une diminution de l'investissement dans la défense et un rapatriement massif des forces militaires engagées au Moyen-Orient. L'arrivée de Donald Trump n'est donc pas une rupture, mais plutôt une continuation de cette politique isolationniste. Le « trumpisme » mis en place tire son essence dans l'idéologie conservatrice jacksonienne américano-centrée. Seulement, il contraste avec ces prédécesseurs puisqu'il met la priorité sur les intérêts fondamentaux du pays et les défends frontalement et brutalement. Les dirigeants belges, ne tarissant pourtant pas de dénoncer ses propos et parfois sa nomination, ont tout fait pour satisfaire ses attentes dans le but de continuer à bénéficier du bouclier américain.

Pourtant, l'élection de Donald Trump n'a pas de conséquence directe sur l'adoption d'une nouvelle vision stratégique ainsi qu'une Loi de programmation militaire par la Belgique. L'organisation de ce nouveau plan défensif pour la Belgique commence en 2014, au début du mandat de Steven Vandeput, et se conclut juste avant l'élection de Donald Trump. Pour autant, l'élection américaine de celui-ci joue malgré tout un rôle. Pour reprendre les propos de Didier Reynders du 20 janvier 2017, la nouvelle politique de défense belge n'est pas une conséquence de Donald Trump, mais il faut maintenant s'atteler à démontrer la plus-value européenne. Dès lors, l'élection de Trump devient une opportunité pour la Belgique et pour l'Union européenne pour renouveler leurs vœux de construction commune d'une défense européenne. Cette politique de défense européenne devient d'autant plus importante dans le contexte géopolitique : la menace russe, le terrorisme et le Brexit sont aussi des arguments. Dès lors, le discours central des parlementaires belges est qu'il faut investir dans un plan de défense commune européenne. Ce fait étant établi, les principales discussions des partis politiques portent sur la question suivante : est-ce que cette défense européenne doit supplanter l'OTAN ou est-ce qu'elle doit se construire comme un soutien défensif pour l'OTAN ? Là aussi, une réponse quasi unanime se fait entendre, cette nouvelle politique de défense européenne ne doit pas remplacer l'OTAN, mais doit au contraire la soutenir et collaborer. Toutefois, les dirigeants belges ne souhaitent pas contrarier le géant américain et adoptent une attitude attentive et conciliante.

Il y a cependant une fracture dans les partis politiques : le PTB. Alors que l'ensemble des partis sont pour l'installation et la collaboration d'une défense européenne ainsi qu'un financement accru dans l'Alliance, le PTB se distingue par son rejet inflexible de l'investissement à la défense. Qu'il soit européen ou belge, l'investissement de la défense représente un pas de plus vers la guerre. C'est en obligeant l'investissement dans la défense que Donald Trump conduira les européens à un conflit armé de grande envergure. De plus, pour le PTB, de nombreux autres domaines sont plus importants à financer, à commencer par le domaine social et les travailleurs en passant par l'environnement.

Aujourd'hui, la Belgique est encore loin de sa promesse faite à l'OTAN des 2% de son PIB puisque la défense comptabilise en 2020 1.53%. Malgré une nette augmentation (0.9% en 2016), la situation géopolitique est davantage complexe demandant un investissement sécuritaire plus important : les sanctions européennes et occidentales n'ont pas empêché la guerre en Ukraine et les nombreux avertissements sur la montée des extrêmes n'ont pas empêché une deuxième élection de Donald Trump. Ce dernier, ayant le recul de son premier mandat, mène une politique répressive dans tous les domaines. Depuis, les choses bougent : la Belgique réforme sa Loi de programmation militaire pour la développer davantage et crée ainsi le plan STAR (Sécurité/service Technologie Ambition Résilience). Au sein de l'Union européenne, un nouveau plan stratégique et sécuritaire est mis en place pour augmenter drastiquement l'investissement dans la sécurité du continent. Ces actions sont-elles des conséquences directes de l'arrivée de Donald Trump au pouvoir ou plus généralement du contexte géopolitique de plus en plus instable ? La guerre en Ukraine est-elle une conséquence d'une politique militaire européenne trop laxiste ? L'Union européenne aurait-elle eu la capacité d'intervenir auprès de Moscou pour empêcher la guerre en Ukraine si elle avait eu une structure politique de défense commune ? Quoiqu'il en soit, la montée des extrêmes impérialistes et la montée de l'isolationnisme occidentale mettent à mal la confiance du multilatéralisme et poussent les européens à investir davantage dans la défense et la sécurité au détriment de nombreuses autres causes. Ne serait-ce pas aussi une conséquence de l'instabilité politique ?

Bibliographie

1. Sources

A. Séance plénière

J'ai dépouillé l'ensemble des *Compte rendu intégral avec compte rendu analytique traduit des interventions*. Séance plénière allant du premier janvier 2016 au 31 décembre 2017 pour la 54^e législature (du numéro 93 au numéro 209) via le site suivant : <https://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=/cricra&language=fr&cfm=dcricra.cfm?type=plen&cricra=CRA&count=all&legislat=54>.

De plus, j'ai utilisé d'autres comptes rendus, comme celui-ci dessous :

- Chambre des représentants de Belgique, « Commission de l'Intérieur : position de la Belgique par rapport à la politique du Président des États-Unis, Donald Trump », dans Premier ministre de Belgique, <https://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/54/ic623.pdf>, publié le 21 mars 2017.

B. Presse francophone

Concernant la presse, j'ai dépouillé le journal *Le Soir* du 1er juin 2016 au 30 juin 2017.

2. Ouvrages scientifiques

A. Articles

ARAUD Gérard, « Les perspectives d'évolution de la politique étrangère américaine et les conséquences pour l'Europe », dans *Revue Défense Nationale*, n° 831, 2020, p. 23-28.

DELIZÉE Anne, « La Russie selon Vladimir Poutine », dans *La Revue Nouvelle*, tome 7, 2024, p. 59.

DUMOULIN André, « De la Vision stratégique au plan STAR de l'armée belge », dans *Revue Défense Nationale*, n° 854, 2022, p. 83-88.

DUMOULIN André, « La Belgique et la lutte antiterroriste. La place du militaire belge », dans *Annuaire français de relations internationales*, 2021, p. 139-151.

DUMOULIN André, « La Défense belge dans le futur », dans *Revue Défense Nationale*, n° 779, tome 4, 2015, p. 84-89.

JOHNSTON Seth, « Trump, l'Europe et l'OTAN : retour vers le futur », trad. de l'anglais par Méline Bernard, dans *Politique étrangère*, tome 4, 2019, p. 147.

LE CHAFFOTEC Boris, « Pais armée et approche transactionnelle : quelle politique de défense américaine sous Donald Trump ? », dans *Les champs de Mars*, n° 30, 2018, p. 147-156.

MONGRENIER Jean-Sylvestre, « Du “British Exit” à l’“American Brexit” : les perspectives incertaines d’une défense européenne autonome », dans *Hérodote*, n° 164, 2017, p. 193.

SHAPIRO Jeremy, « Le rôle des États-Unis dans la défense européenne et l’esprit européen », dans *Revue Défense Nationale*, n° 821, 2019, p. 94-102.

ZAJEC Olivier, « “Une nouvelle ère” ? Défense et stratégie des États-Unis après la première année de l’administration Trump », dans *Politique Américaine*, n° 31, tome 2, 2018, 105-125.

B. Monographies

BADALASSI Nicolas, *Histoire de la sécurité européenne depuis 1945. De la guerre froide à la guerre en Ukraine*, Malakoff, Armand Colin, 2024.

BADIE Bertrand et VIDAL Dominique (dir.), *Fin du leadership américain ? L’état du monde 2020*, Paris, La Découverte, 2019.

BERNARD Nicolas, « Défense nationale », dans *Répertoire pratique du droit belge. Législation, Doctrine, Jurisprudence*, Bruxelles, Larcier, 2022.

BONIFACE Pascal, *L’année stratégique 2018. Analyse des enjeux internationaux*, Malakoff, Armand Colin, 2017.

DELWIT Pascal et VAN HAUTE Emilie (dir.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Editions de l’Université de Bruxelles, 2021.

DUMONT Jean-François, GREVISSE Benoit et RINGLET Gabriel, *La presse écrite en Belgique*, Kluwer, Deigem, 1998.

DUVAL Guillaume, *Trump, Poutine, Orban, Salvini, Le Brexit... Une chance pour l’Europe !*, Paris, les petits matins, 2019.

HADDAD Benjamin, *Le paradis perdu. L’Amérique de Trump et la fin des illusions européennes*, Paris, Grasset, 2019.

MASCLANIS François (dir.), *Présidence Trump. Perspectives pluridisciplinaires*, Paris, L’Harmattan, 2019.

VANDAL Gilles, *Donald Trump. Le fossoyeur de l’Amérique*, Bruxelles, Mardaga, 2021.

C. Site internet

COURTIAL Marie-Madeleine, « La première loi de programmation militaire de l'histoire belge a été déposée à la Chambre », dans *Defensebelgium*, <https://defencebelgium.com/2016/11/12/la-premiere-loi-de-programmation-militaire-de-lhistoire-belge-a-ete-deposee-a-la-chambre/>, publié le 12 novembre 2016, consulté le 11 février 2025.

COURTIAL Marie-Madeleine, « L'Avant-projet de loi de programmation militaire présenté au Conseil des ministres », dans *Defensebelgium*, <https://defencebelgium.com/2016/10/21/lavant-projet-de-loi-de-programmation-militaire-presente-au-conseil-des-ministres/>, publié le 21 octobre 2016, consulté le 18 mai 2025.

COURTIAL Marie-Madelaine, « L'armée belge inquiète sur la mise en place réelle de la vision stratégique », dans *Defensebelgium*, <https://defencebelgium.com/2016/12/23/larmee-belge-inquiete-sur-la-mise-en-place-reelle-de-la-vision-strategique/>, publié le 23 décembre 2016, consulté le 11 février 2025.

La Défense, « La loi de programmation militaire actualisée est approuvée par la Chambre », dans *Beldefnews*, <https://beldefnews.mil.be/la-loi-de-programmation-militaire-actualisee-est-approuvee-par-la-chambre/?lang=fr>, publié le 14 juillet 2022, consulté le 20 décembre 2024.

VANDEPUT Steven, « Steven Vandeput », dans *Stevenvandeput.be*, <https://www.stevenvandeput.be/wie-is-wie/steven-vandeput>, consulté le 28 avril 2025.

3. Outil

J'ai utilisé la plateforme *Antidote* pour vérifier et corriger mes erreurs de conjugaison et de grammaire.

